

PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)

Nouvelle série n° 73



NOVEMBRE 2018

**MAINTENIR LE COMBAT NATIONAL
CONTRE LA PROPAGANDE COLONIALE
ET LES ERREMENTS POLITICIENS**



**MORNE ROUGE :
VIOLENTE MANIPULATION
DE SPECULATION FONCIERE
CONTRE UN AGRICULTEUR**

**KANAKY :
UNE DEFAITE
COLONIALE!**

**AUTONOMIE ,
INDEPENDANCE,
SOVERAINETÉ,
DE LA PEUR DES MOTS
A LA PEUR TOUTCOURT**

**BRESIL :
LE FASCISME
AU POUVOIR**

**GLORIYÉ LANG NOU AN JOU
ÉPI AN DIKTÉ,
MI MÉPRI BA KILTİ NOU !**

**GAZA RÉSISTE !
PALESTINE VAINCRA !**

AUTONOMIE, INDEPENDANCE, SOVERAINETE, DE LA PEUR DES MOTS A LA PEUR TOUT COURT



En décembre 1959 le conseil général de la Martinique sous la pression populaire, adopte une motion à l'adresse du gouvernement français pour laquelle il revendiquait « une participation plus large des Martiniquais à la direction de leurs affaires »

En Février 1960 le Parti Communiste Martiniquais précise sa conception de cette revendication en adoptant le mot d'ordre d'autonomie.

Le PPM tout effrayé par tant d'audace se perdait en revendications plus ou moins alambiquées. Il parle d'autogestion puis d'autonomie de gestion, autrement dit d'autonomie réduite à la gestion des affaires courantes non politiques donc.

La revendication d'autonomie avançant dans les dernières colonies il finit par se rallier à ce mot d'ordre qui avait l'avantage d'une plus grande clarté. C'est ainsi qu'en Août 1971 quinze organisations de la Guadeloupe, de la Réunion, de la Martinique adoptèrent au Morne Rouge le mot d'ordre d'AUTONOMIE pour chacun de leur pays.

Le mot d'ordre progressait donc ; La droite départementale et profondément assimilationniste n'en resta pas là. Elle déclencha avec le concours de l'état colonial français une campagne d'une extrême violence contre l'autonomie présentée comme une véritable malédiction qui s'abattrait sur notre pays. Le mot même finit par faire peur. Même les partisans de cette gentille revendication firent marche arrière. Dans les conférences électorales on se garde désormais de défendre la revendication.

C'est qu'il fallait éviter de faire peur et surtout conserver les positions électorales les postes électifs.

Les organisations indépendantistes qui n'avaient pas d'autres préoccupations à l'époque développèrent leur mot d'ordre suscitant l'intérêt d'une bonne partie des Martiniquais (jeunes, travailleurs, lycéens, étudiants en particulier). Leur peur reculera sensiblement. Une organisation affiche clairement la couleur

en se déclarant « indépendantiste », le MIM.

Parvenue aux affaires communales, d'abord, régionales ensuite puis territoriales il se hâte de mettre sous le buisson sa revendication d'indépendance.

Comme le firent les autonomistes de jadis ils considèrent qu'il ne fallait pas affoler l'électeur. Pour finir il alla même jusqu'à signer avec des départementalistes enragés, la fameuse déclaration de Basse-Terre qui précisait qu'il situait désormais son action « dans le cadre de la République Française et de l'union Européenne »

Comme si cela ne suffisait pas il s'illustra en pactisant avec la droite farouchement départementaliste lors des élections pour la mise en place de la CTM.

Le mot « indépendance » que la droite réactionnaire ne cessa d'agiter comme un épouvantail fut jeté aux oubliettes.

Parvenu à ce stade de renoncement on se rend vite compte que le rejet du mot, qui traduit une mise au placard de la revendication d'indépendance n'a abouti qu'à la perpétuation du système colonial.

D'autres « patriotes » en quête de sièges et de positions électorales n'osent même plus parler d'indépendance ils parlent plus volontiers de « souveraineté ». Comme si on pouvait être souverainiste en n'étant pas indépendantiste.

Prôner le contraire c'est se livrer à une fameuse aberration proche de la masturbation intellectuelle.

La souveraineté du peuple ne saurait être partagée avec d'autres, c'est la disposition de tous les pouvoirs dont dispose un état. Si dans divers domaines il est nécessaire de négocier des interdépendances, il faut pour ce faire d'abord être indépendant.

C'est donc en toute INDEPENDANCE que l'on négocie de ce qui est bon et utile pour son pays.

Imaginez que par des tours de welto on trompera le peuple en cachant les mots !!, c'est se bercer d'illusions...

Le débat politique exige de la clarté et de la transparence. Chassons les calculs électoralistes de notre démarche, chassons nos peurs d'affronter l'état colonial. Ne cessons pas de revendiquer fièrement l'INDEPENDANCE pour notre pays et la totale SOVERAINETE pour notre peuple.

MAINTENIR LE COMBAT NATIONAL CONTRE LA PROPAGANDE COLONIALE ET LES ERREMENTS POLITICIENS

*L*a propagande coloniale offre un spectacle qui atteint un haut niveau de camouflage et de mensonges.

Le gouverneur colon, M. Robine, a organisé en Martinique un colloque supposé scientifique sur le chlordécone. Son résultat est un enfumage terrible puisque ces supposés scientifiques, payés par l'état colonial, sont venus nous dire que, tout compte fait, an finaldikont, tout n'est pas trop grave. Mieux, le directeur de l'agence française sanitaire a déclaré que l'état sanitaire des martiniquais était bon. Ces pseudo-scientifiques, aucunement indépendants, ne sont même pas capables de dire si le taux (record mondial) des cancers en Martinique est la conséquence des pesticides ! Nul doute que cela doit provenir de nos gènes ou de dieu le père.

En bref, de quoi nous plaignons nous ?

Tout va bien au pays de M. Robine.

Sublime de l'insulte, le gouverneur nous a annoncé la solution à la molécule du chlordécone. C'est le JAJA, les jardins familiaux !

M. Robine est le représentant d'un état criminel et en plus il se moque de nous et de tous les martiniquais.

Il ne faut rien attendre du pouvoir colonial. Non seulement pour châtier les coupables de ce crime colonial. Non seulement pour faire payer les responsables. Mais aussi pour trouver des solutions pour l'avenir.

Nul doute qu'il faudra des études scientifiques sur le drame que connaît notre pays du fait du chlordécone et des autres pesticides pour trouver des solutions sanitaires et économiques. Mais cela devra être par des scientifiques indépendants et non pas à la solde de l'état colonial.

La France a commis sur notre terre les crimes du génocide des Caraïbes, de la traite négrière, de l'esclavage, des divers massacres contre des insurgés (1870), travailleurs en lut-



te (1900, 1923, 1951, 1961, 1974) divers assassinats (1925, 1934, 1978) sans jamais réparer.

Il entend faire de même avec le chlordécone.

C'est notre combat qui pourra le faire plier et pas les rodomontades et autres pitreries du Colon Robine.

Dans le même ordre d'idée, une délégation est allée à Paris rencontrer des experts de l'Unesco pour faire classer les volcans du Nord de la Martinique au patrimoine mondial. Ce n'est pas une priorité mais pourquoi pas ? Qui dirigeait cette délégation ? Encore le triste colon Robine flanqué du président du parc naturel de la Martinique.

Quelle est la légitimité démocratique autorisant cet individu à aller représenter la Martinique ? D'autant qu'il va y défendre non les intérêts de notre pays mais ceux de la France dont il est le fonctionnaire ?

On a du mal à comprendre pourquoi le président du parc naturel, même en étant un lulu badjol colonial, accepte qu'il soit chapeauté par le Préfet.

Le ridicule a atteint les sommets quand en sortant de cette rencontre, le nommé Robine a déclaré qu'il fallait associer à cette démarche la Dominique, comme si ce pays avait besoin de lui et de ses conseils ! Et notre président du Parc Naturel a grigé !

Le président du MIM (réélu par proclamation au Gros Morne) a réuni ses amis de l'assemblée des Régions en Martinique. Loin de mettre en avant le mot d'ordre d'indépendance (pourtant inscrit dans le nom de son organisation) il a décidé de mêler la Martinique avec les autres régions françaises pour de-

MAINTENIR LE COMBAT NATIONAL CONTRE LA PROPAGANDE COLONIALE ET LES ERREMENTS POLITIENS

mander à l'état (qui n'est pas colonial mais jacobin) de respecter ses obligations régaliennes et respectueuses des collectivités locales. Letchimy ou Monplaisir, assimilationnistes patentés, n'auraient pas mieux fait ou pire. Pourquoi le président du MIM se dit encore indépendantiste alors qu'il fait tout le contraire ?

Au moins, Malsa, après nous avoir expliqué pendant des années qu'il était pour une « souveraineté maximale » (cela ne signifie pas grand-chose) a fini par avouer qu'il « fut indépendantiste ». Cela a le mérite de savoir qu'il n'est pas avec nous mais bien face à nous. Mais dans sa dérive, il en arrive à se réclamer de l'agenda 21, un « truc » qui n'existe plus, qui avait été inventé (pour ne servir à rien) par l'ancien conseil général du département. Pauvre Malsa !

Dans tout ce tintamarre colonial, pour parler de choses sérieuses, quelques mots sur la nouvelle politique fiscale française en colonie. Le régime macronien qui recherche partout de quoi faire des économies pour faire ses cadeaux aux plus riches, décide de rogner sur tout ce qui va à la majorité de la population : allocations logement, allocations familiales, salaire des fonctionnaires, retraites etc...

Cette recherche frénétique de gagner de l'argent fait qu'il s'en prend à certains « avantages » obtenus au fil du temps en Martinique (ou dans les autres colonies). C'est ainsi qu'est remis en cause l'abattement fiscal, la défiscalisation des investissements dans le logement social et même la récupération de certaines taxations de TVA.

Nos lulu badjol (avec ceux des autres colonies) sont unanimes à refuser ces mesures.

Leur avis a peu de poids puisqu'ils sont microscopiquement minoritaires chez les députés et les sénateurs français.

Ce qui est amusant, c'est de voir ses élus qui se disent plus français que les français gaulois faire état de spécificités pour justifier ces mesures alors que le gouvernement colonial considère qu'elles ne sont pas justifiées au nom de l'assimilation.

En fait, en arrière-plan de ces petites querelles, il se pose une vraie question. Pour maintenir son système de dépendance, le pouvoir colonial a acheté avec diverses avantages (40%, abattement, etc...) la dignité de la petite et moyenne bourgeoisie dite de couleur. Si ceux-ci diminuent ou disparaissent, il n'est pas à exclure que, comme le disait Césaire (qui n'était pas indépendantiste mais un symbole de dignité) que ces petits bourgeois « choisissent l'âme et non plus le ventre ».

Il faut donc que les patriotes (les vrais) soient veillatifs sur cette question. D'autant que ces réductions fiscales auront indirectement des effets sur la situation des masses populaires.

Aujourd'hui, plus que jamais, être clair et conséquent dans notre critique de l'état colonial et maintenir la lutte pour l'indépendance et la construction d'une société nouvelle sont les conditions pour sortir de la nuit coloniale.

**Site pkls:<http://www.pkls.org>
mail: pkls@pkls.org
mail: pkls.matnik@gmail.com**

MORNE ROUGE : VIOLENTE MANIPULATION DE SPECULATIONS FONCIERES CONTRE UN AGRICULTEUR



Nous avons déjà informé sur le mauvais coup perpétré par des spéculateurs fonciers contre un agriculteur du Morne-Rouge Mr Manuel Jean-Baptiste qui depuis une dizaine d'années exploite une parcelle de terre au lieu dit Moulinier au Morne-Rouge.

Mr Jean-Baptiste est en possession d'un bail rural signé conclu avec un des héritiers du terrain Irasque Petit. Davantage encore il est bénéficiaire d'une promesse de vente notariée. Promesse de vente qui à ce jour ne s'est pas concrétisée du fait que les héritiers présumés n'avaient pas été en mesure de fournir leur titre de propriété, pièce essentielle, comme chacun le sait à la réalisation d'une vente immobilière.

On en était là jusqu'au moment où les propriétaires présumés flairant la bonne affaire ont tout remis en cause, mettant en œuvre toute une procédure d'expulsion contre Manuel Jean-Baptiste. Le but de cette manœuvre était d'écarter de la vente, l'agriculteur exploitant au profit de nouveaux acheteurs avec une meilleure offre. On notera au passage que ces prétendants acheteurs ne sont en réalité que des spéculateurs qui n'ont absolument rien à voir avec l'agriculture, mais plutôt

avec des agences immobilières.

Ainsi, une fois de plus un terrain agricole serait soustrait à l'agriculture pour accueillir on ne sait quel projet douteux. C'est bien cet enjeu qui a suscité un vaste mouvement de solidarité avec Manuel Jean-Baptiste comprenant notamment des agriculteurs, l'ASSAUPA-MAR, le PKLS.

MANIPULATION A LA CHLOREDECONE

Face à la détermination des soutiens de l'agriculteur, les prétendants accapareurs du terrain agricole ont monté une véritable cabale pour salir ce dernier en le présentant à la Martinique entière comme un empoisonneur et donc en le disqualifiant. L'ampleur des moyens mis en œuvre a été taillée :

Le 26 octobre 2018 une première page du quotidien « France Antilles » dénonçant la contamination au Chlordécone du terrain exploité par Mr Jean-Baptiste « **Des patates dures à avaler !** » précisait-on à la une en gros caractères.

En pages intérieures deux pages entières sur « **l'empoisonnement** »

Le 31 octobre nouvelle page du quotidien sur « **les patates douces au goût amer** »

On remarquera au passage que ce quotidien que les Martiniquais surnomment « France Manti », qui a été le principal vecteur de la cabale n'a jamais consacré ni des « unes », ni des pages entières à la dénonciation des véritables empoisonneurs à savoir le lobby béké de la banane qui CONTAMINE DURABLEMENT LA MARTINIQUE DE MANIERE CRIMINELLE.

Pour malfaisante, pour calamiteuse qu'elle soit la manipulation allait vite être mise à plat.

MORNE ROUGE : VIOLENTE MANIPULATION DE SPECULATIONS FONCIERES CONTRE UN AGRICULTEUR



Ce fut l'objet de la conférence de presse à la chambre d'agriculture organisée le Mercredi 31 Octobre 2018 avec la participation de l'agriculteur concerné, de son défenseur Me R. CONSTANT et le soutien de la FDSEA, d'agriculteurs, de l'ASSAUPAMAR, du PKLS.

Le journal précité du 26 Octobre révélait avec fracas que les analyses réalisées par la FREDON en Août dernier à la demande (comme par hasard) des candidats à l'accaparement des terres exploitées par Mr Jean-Baptiste, révélait des traces de Chlordécone supérieure à la limite maximale de résidus (LMR) autorisée. Onze fois plus que cette limite autorisée insistait-on lourdement.

Le résultat de cette « étude » est d'autant plus surprenant que la DAAF (Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt) qui réalise des prélèvements réguliers sur la parcelle en question fait apparaître des traces du pesticide concerné à des niveaux nettement en dessous de cette limite maximale. Les résultats, précise la DAAF sont parfaitement conformes à la réglementation en vigueur. La DAAF seule structure autorisée à suivre régulièrement les agriculteurs, indique encore que depuis 2007 une dizaine de contrôles des végétaux cultivés ont été réalisés sur le terrain... Tous se sont avérés conformes.

D'où vient donc cette fameuse étude réalisée par la FREDON (Fédération Régionale de Défense contre les Organismes Nuisibles) ? Qui a effectué les prélèvements ? Quels produits ont été analysés ? Seule certitude l'étu-

de présentant des résultats catastrophiques a bien été effectuée à la demande des candidats à l'accaparement du terrain convoité.

La manœuvre pour salir l'agriculteur exploitant le terrain n'est que trop évidente.

Elle est dénoncée avec force par tous les soutiens de ce dernier qui n'ont qu'une exigence, que le terrain agricole reste à l'agriculture et qu'il ne tombe pas dans les mains de spéculateurs Agoulou Gran Fal.



Il appartient à M. Jean Baptiste, comme à tous les cultivateurs qui comme lui veulent nourrir sainement notre peuple, de veiller à un suivi constant du contrôle de la santé du sol. Là aussi c'est un moyen d'écartier les prédateurs qui veulent réaliser des spéculations foncières pour des profits juteux et ceux qui veulent à tout prix réduire notre surface agricole pour favoriser l'importation massive de denrées alimentaires, ce contre quoi nous devons nous mobiliser.

La politique de l'État français en la matière est significative du mépris inique à l'égard de la santé de notre peuple.



assez de mensonges

ATTAQUE SCCELERATE DU GOUVERNEMENT MACRON CONTRE LA REHABILITATION DES LOGEMENTS SOCIAUX



C'est un fait avéré que les logements insalubres se comptent par milliers en Martinique. Ce sont bien entendu les personnes aux conditions de vie précaires et aux revenus modestes qui les occupent et qui y vivent comme elles peuvent.

Pour ces dernières la démarche en vue de la réhabilitation du logement s'apparente à un véritable parcours du combattant, les dossiers de demande mettent des années à aboutir tant les aides sont servies avec parcimonie.

Le candidat à la réhabilitation du logement doit d'abord se rapprocher d'un « opérateur social » qui montera tout un dossier pour le financement de l'opération par divers organismes : Etat, Collectivités territoriales, Caisse d'Allocations familiales... il s'assurera d'une participation financière de la famille...Il consentira un prêt bancaire pour compléter le financement.

Le prêt garanti par l'Etat est ensuite remboursé suivant un échéancier par la famille. Ce n'est donc pas un cadeau.

La dernière nouveauté décrété par Macron consiste à supprimer la garantie de l'Etat pour l'attribution du prêt. C'est vraiment un sale coup porté par le Président des riches, au logement social.

De ce fait plus de 200 dossiers sont bloqués faute de financement. C'est autant de chantiers qui échappent aux artisans du bâti-

ment déjà en grande difficulté.

Pour déblocage de la situation les familles concernées sont invitées à contracter des prêts bancaires pour des montants de l'ordre de 12000 euros. Mais comment

des personnes avec les revenus modestes, retraitées avec des retraites dérisoires de l'ordre de 800 euros mensuels et moins, comment des personnes émargeant au minimum social peuvent-elles bénéficier d'un prêt bancaire ?

C'est mission impossible. Autant dire que les belles paroles des gouvernants français et des politiciens à leurs services ne sont que des fumisteries.

On est donc bien loin de s'attaquer sérieusement en Martinique à la résorption de ces milliers de logements insalubres.

Une première manifestation des victimes du mauvais coup de Macron a déjà eu lieu. Il faudra davantage ne serait-ce que pour tirer de leur indifférence « nos » zélus davantage préoccupés par leur plan de carrière.



LE LOGEMENT N'EST PAS UNE MARCHANDISE!

GLORIYÉ LANG NOU AN JOU ÉPI AN DIKTÉ, MI MÉPRI BA KILTI NOU !

An 1998, 150 lanné apré lestravay, dé manmay té sanblé linivèsité Chelchè pou té ba lang matinitjé-a an fos, sé prèmié fwa yo fè an dikté kréyol, tit li sé té : « Man Doudou épi bèlè-a ».

Sa, sé té sanmdi 9 mé 1998.

Ven lanné apré sé kopié kolé ka woulé épi tanzantan pou pentiré lafet-la an tinen lanmori épi an kout bèlè, menm épi zafè bwèmanjé a nou pa ka rivé sanblé plis moun ki : Banzil kréyol, lasosiyasyon C A P E S kréyol épi G E R E C pas yo té ni plis ki twasan moun la linivèsité-a an 98.

Sa vré, sé pa fè ayen ki pa bon. Mé si nou katjilé an ti moman, nou ka kwè dépi tan militan, pwofèsè, matjè, épi dot, ka goumen pou lang-lan é jòdi sa nou ka wè, an bagay ka sanm sérémoni ansien konbatan katoz jiyé ouben wonz novanm, alos ki nou ka benyen andidan lang-lan 365 jou asou 365 jou.

Mi mépri ba lang nou !

Sé fot ki moun ?

Menm si ni kréyol lékol dépi latit rivé o pli wo, diplòm linivèsité, doktè kréyol, diksionnè kréyol, matjè kréyol épi anlo dot bagay... nou frennen, nou bout, nou doubout, nou pa ka vansé, nou ankayé, nou tjoutjout pas pa ni pies lotorité Matinik pou ba lang-lan paspò ofisiel li.



Si la CTM pa lé fè ou pé pa fè an zizing bagay ba lang-lan, annou woulé asou fos kò nou, annou sanblé, annou mété an estrikti doubout. Ni moun ki za kabéché asou lidé an lofis épi nannan yo pé mété adan'y. Annou vansé kanmarad, sé pa anni di « mési anpil mési anchay » pou kwè ki sa ké sové lang-lan, annou pa fè pies simagri ba pep la.

Annou pa atann asou pies kannari la CTM, lang matinitjé sé ta pep la, sé kilti nou, sé lidantité nou, sé an sel chimen i pou ni, sé nou ki pou ba'y an larel, bwa pou nou vansé, pou lang-la toupatou tou léjou an lavi nou.

RESPÉ BA LANG MATINITJÉ

SÉ RESPÉ BA KÒ NOU !

Akademi Kreyòl

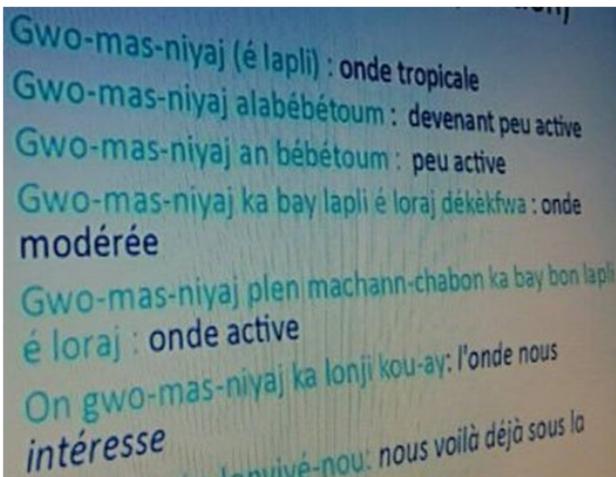
Bétjé enmen périod mové tan pas Lamétéo ka ba yo bon chans pou fè lajan



Nou pasé an périod ki danjéré tou-bannman, périod mové tan, périod siklòn ka koumansé mwa jiyé pou bout mwa novanm. Bon titak siklòn za pasé asou Matinik é té ni dé majò kontel : EDIT an1963, BÉLA an 67, DOROTI an 70, DAVID an 79, SINDI an 93, DIN an2007, sonjé sé ÉDIT ki fè plis déga épi 10 mò.

Dépi sa nou toujou ka kouté lamétéo pou sav sa ka pasé épi pran tout dispozision pou sianka, mé adan tout zafè mové tantala toupandan popilasyon-an ka ranjé ko'y ni moun Matinik ka pofité di périod-tala pou fè bon lajan asou tet pep-la

Dépi lamétéo prévwa an mové tan ki pé rivé asou nou adan an simenn apépré, sa ka fet ? Lamenn prèmié bagay ou ka wè sé kanmiyon ka siyonnen péyi-a pou pòté dlo adan tout magazen, é nou sav ki moun ki ni lizin dlo, nou sav ki moun ki ni sé gran magazen-a , sé yo ka koumansé fè lajan yo



granbonnè é pli souvan siklòn-la za chanjé bò, i monté pli wo, é pies mové tan pa ka pasé asou Matinik.

**Lamétéo
atè bannzil
karayib la**

Mé, nou suiv mouvman-an kon dé mou-ton , frijidè nou plen owa kou, boutey dlo ka fè siwawa an kay-la, motè tou nef pou ba limiè adan an kwen ka atann toupannan bétjé ka konté lajan yo.

Pa koté lagrikilti sé gro popiété tè Matinik, gro plantè bannan, sé menm fanmy lan tou, dépi yo tann ni an mové tan ka vini, san ped tan yo za pran kontak épi Briksel pa koté Labeljik éti ni an rèprézan-



tan-yo ki bétjé tou sé misié Jéra Bali ki sé ansien direktè SICABAM é ki za ka plen dosié pou ni lajan alos ki mové tan poko pasé .

Lanné-tala bagay-la ankò pli danjéré, préfé épi rektè té desidé fèmen toupatou alos ki pies mové tan pa pasé, kidonk sa ranjé zafè toujou sé menm moun-lan, siklòn pa pasé mé moun achté, bétjé épi dot ki ni magazen fè lajan.

Délè ou blijé pozé kò'w keksion, es pa ni an konplisité ant lamétéo épi sé jibié mové tan-an.

Sé nou ki pou véyatif asou sékirité nou.

LANMÒ

AN TI BOUJI MWEN VINI LIMEN BA'W



An ti bouji mwen vini limen ba'w
Pou'w pé sav ki mwen toujou ka sonjé'w.

An ti bouji mwen vini limen ba'w
Pou'w pé sav ki mwen enmen'w toujou
Pas pou mwen ou té jistis, ou té lanmou.

An ti bouji mwen vini limen ba'w
Pou'w sav ki'w pati tro bonnè pou nou.
Nou tout té ni bizwen'w ankò tibren.
Nou té bizwen chalè'w, sé an soutien.
Lé bon toujou ka pati bonnè.
Sé konsa, sa yé ; sa'w pé fè kont sa
Lé bon ka pati, mové ka rété.

An ti bouji mwen vini limen ba'w
Pou'w pé sav ki mwen toujou ka sonjé'w
Menm si mwen sav ki i ni jou épi jou
Ou ja fini, bien fini épi nou.



Serge RESTOG, *Twa pyé pawol*, (Paroles panachées), Autoédition, 1986.



AYITI

Plizyè dizèn milye moun manifeste pou denonse Administrasyon Moise la poutèt dilapidasyon kòb Petwokaribe a.



Depi byen bonè nan maten, plizyè dizèn milye manifestan te kòmanse mobilize pa bann ak pa pakèt ozanviwon lavil Pòtoprens, jiska Chanmas, ki se sant politik Ayiti, ki chita nan kapital peyi a kote Palè Nasyonal ak lòt senbòl pouvwa gouvènman an. Mobilizasyon sa yo te fèt nan prèske tout gwo vil peyi a tankou Ench, Kap Ayisyen, Jakmèl, Okay, elatriye. Manifestan yo te pran lari a nan objektif pou mande jistis ak prizon pou moun ki vòlè kòb Petwokaribe a, kote aktyèl Prezidan peyi a Jovenel Moise te patisipe nan vòlè kòb sa a ak lòt Administrasyon ki te pase yo tankou Preval ak

Martelly. Òganizasyon sosyete sivil la denonse detounman lajan ki te prevwa nan bidjè pou depans kòb Petwokaribe a, konstriksyon enfrastrikti sosyal ki pa janm fini pandan pri enfrastrikti sa yo koute pri yo pa vo epi itilizasyon kòb Petwokaribe a pou finanse inisyativ ak antrepriz prive tankou konstriksyon kay pèsònèl ansyen Prezidan Martelly oubyen Otèl Marriot.

Se 3.8 milyan dola Ayiti te resevwa nan kad akò koperasyon enèjetik Prezidan Venezyel a Hugo Chavèz te kreye nan lane 2005 epi k ap fonksyone jiska jounen jodi a avèk kontinite Revolisyon Bolivaryèn Venezyela a. Petwokaribe bay 19 peyi posibilite pou achte petwòl ak pri espesyal sou yon peryòd 25 lane ak yon enterè 1% kote peyi yo kapab ranbouse kòb la ak pwodiksyon nasyonal yo, sa vle di byen ak sèvis peyi yo pwodui. Nan tout peyi nan rejyon Karayib la, espesyalman sa ki genyen yon depandans nan zafè enpòtasyon petwòl, Petwokaribe te finanse 109 pwogràm ak pwojè sosyal ki fè pati sa Prezidan Chavèz te rele "Boukliye kont kriz ak grangou".

Koripsyon klas politik lokal yo ak konplisite dirèk oubyen endirèk peyi enperyalis yo ki mete Ayiti anba grif yo depi dènye koudeta a, mete tèt yo ansanm pou fasilite vòl ak gaspiay pil milyon Petwokaribe a ki ta dwe sèvi nan rediksyon povrete ak inegalite Ayiti ap fè fas depi aplikasyon politik neyoliberal yo. Mobilizasyon sa yo te fèt nan kad 212 lane zak sasinay Jean-Jacques Desalines ki se prensipal lidè Revolisyon Ayisyèn la, ki se tou "Papa nasyon an". Mobilizasyon sa yo konekte ak leve kanpe 6, 7 ak 8 jiyè 2018 la ki te yon kriz politik ki se konsekans tantativ Administrasyon Moise la pou ogmante pri gaz nan pomp yo sou lòd FMI (Fon Monetè Entènasyonal). Mank konfyans nan klas politik tradisyonèl la ak rejè Prezidan Jovenel Moise rive fè sosyete sivil ayisyen egzije depa imedyat aktyèl Prezidan an.

Lapolis te reprime manifestasyon an devan Palè Nasyonal, kote anpil jenn te jwenn arestasyon yo. Genyen omwens yon moun ki mouri nan lail Okay, ki se chèf lye depatman Sid la, kote yon gwoup bandi malfwa ki fè tèt yo pase pou Lapolis ap feraye.

Nan moman sa a, manifestasyon an kontinye nan tout peyi a pandan fòs sekirite yo pa sispann fè represyon, sa ki keye yon sitiasyon ensètitud sou kòman jounen an ap fini.

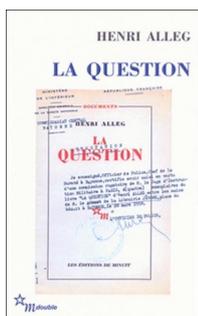
CHRONIQUE : Des livres qu'il faut lire



« JOURNAL D'UN REVOLUTIONNAIRE » DE GÉRALD BLONCOURT (*MEMOIRE D'EN-CRIER*)

Il vient de nous quitter à 92 ans. En près de 200 pages, ce militant communiste haïtien raconte son enfance, son engagement dans le militantisme et sa participation (à vingt ans) à ce que l'histoire a retenu sous le nom des « 5 glorieuses ». Bloncourt a participé (avec Depestre, Alexis) à la direction de ce mouvement populaire qui a « déchouqué » un président et un pouvoir autoritaire. Malheureusement, ce soulèvement populaire ne pourra aller jusqu'au bout du fait d'un coup d'état militaire téléguidé des USA. Il devra quitter Haïti et passera trois mois en Martinique avant de rejoindre Paris. La postface écrite en 2013 est d'une certaine amertume. Il reconnaît n'avoir pas pu « construire la société universelle d'amour et de paix que nous rêvions de bâtir ». et il termine : « A vous de reprendre le flambeau, jeunes générations. Je souhaite que vous n'échouiez pas à votre tour ».

A lire ou relire absolument !



« LA QUESTION » DE HENRI ALLEG (*EDITIONS DE MINUIT*)

Encore un militant qui est resté fidèle jusqu'au bout à ses opinions. Membre du Parti Communiste Algérien, directeur du journal Alger Républicain, militant pour l'indépendance, Harry Salem dit Henri Alleg est arrêté à Alger en juillet 1957 (le lendemain de l'arrestation de Maurice Audin qui sera assassiné, ce que vient de reconnaître l'Etat Français) et pris en charge par les parachutistes de la 10^{ème} DP. Il sera torturé pendant un mois pour ne rien dire. Modeste jusqu'au bout des ongles, ce formidable militant dira qu'il a tenu car il avait si peur qu'il s'évanouissait rapidement ! Ce livre raconte ces séances de tortures et dénonce nommément ceux qui la dirigeait dont un nommé Erulin qui finira colonel et mènera une expédition au Congo en 1976 sous les ordres de Giscard d'Estaing. Le livre a été écrit en prison et est sorti morceau par morceau grâce à ses avocats. Sa parution en 1958 provoquera un choc dans l'opinion publique car pour la première fois la torture est mise en scène. Le livre est interdit par De Gaulle. Il reparait en Suisse. Il sera vendu dans la période à plus de 150.000 exemplaires. La justice française se vengera car Alleg sera condamné à dix ans de prison pour atteinte à la sûreté de l'état. Il s'évadera lors d'un séjour à l'hôpital. Ce livre qui a 50 ans, n'a pas pris une ride, il reste d'actualité et montre ce que peuvent faire des colons dans les colonies. Quand on en fera un film en 1977, il sera interdit au moins de 18 ans ! Alleg est mort en 2013, sans avoir reçu un mot d'excuse de l'armée française et du gouvernement français.

A lire ou relire absolument !



« JOURNALISTE en pays colonisé », DE D. I. ZANDWONIS (*EDITIONS NESTOR*)

Militant patriotique guadeloupéen, Danick Ibrahim (conversion ?) Zandwonis (version langue Gwad) a toujours voulu occuper « le front de l'information ». Il a collaboré à une kirielle de journaux, y compris de Martinique. Il a animé des radios, dirigé des rédactions. Ce livre est une compilation de chroniques écrites de 2008 à 2018 sur le site CCN touchant à la politique ou la culture.

Intéressant à lire.

KANAKY : UNE DEFAITE COLONIALE TEL EST PRIS QUI CROYAIT PRENDRE !



L'Etat français avait décidé d'organiser ses élections en Kanaky pour permettre le triomphe du NON à l'indépendance.

Dans un scrutin où du fait des manœuvres organisées par le pouvoir colonial français, le peuple kanak est minoritaire (aux alentours de 40%) et donc où son droit à l'autodétermination est bafoué, le pouvoir français avec les colons, dit caldoches, espérait que la revendication de la dignité, de la kanaky libérée serait écrasée.

Toute la grande presse française, y compris la supposée de gauche, se rengorgeait du recul de la revendication indépendantiste depuis trente ans, soit depuis la signature des accords de Matignon arrachée au FNLKS à coup d'assassinats, de massacres, d'arrestations et de répression.

Le score du NON était annoncé par de pseudo-sondages et la propagande dite loyaliste à plus de 70%. D'avance il était programmé que les deux autres référendums prévus par les accords de Matignon allaient être enterrés.

Les bonnes nouvelles sont rares donc autant en profiter.

Le peuple kanak a déjoué les pronostics.

Le NON a gagné mais le OUI a eu 43%.

Autrement dit, les kanaks ont voté dans une large mesure, à plus de 90%, pour l'indépendance.

La jeunesse kanak que le pouvoir maintient dans le chômage et la précarité s'est elle-même mobilisée pour aller voter en masse.

La seule zone où le taux de participation

est aux alentours de 60%, dans les îles, si le OUI l'emporte largement, il ne fait pas de doute que la Kanaky a encore de la marge puisque deux partis et un syndicat appelait au boycott.

Certes, le président français, le colon Macron, a dit sa « fierté » du choix de la France démontrant bien qu'il n'était pas neutre. Quelle « fierté » ? Pour une superpuissance mondiale de 60 millions d'habitants de combattre l'aspiration à la liberté d'un peuple d'environ 100.000 âmes. Quelle « fierté » ? Sinon la continuité depuis la conquête de 1860 d'un génocide de basse intensité par les massacres puis la colonisation de peuplement.

Mais même les observateurs les plus obtus, sans parler de la communauté internationale, ne partage pas la « fierté » de l'occupant de l'Elysée français.

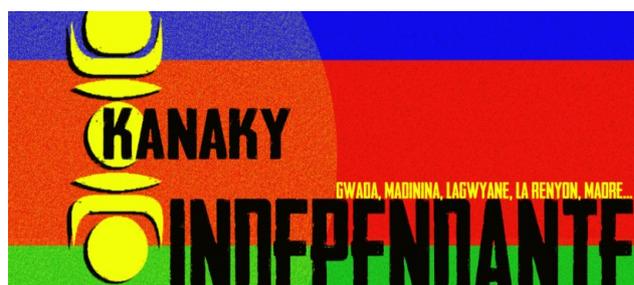
En fait, loin de l'enterrer, cette farce électorale a remis à l'ordre du jour la revendication d'une Kanaky souveraine et socialiste et montrer que l'indépendance est possible.

Les machiavels coloniaux et les caldoches racistes peuvent se mordre les doigts.

Fort heureusement, on n'enterre pas les peuples aussi facilement !

Nous PKLS, sommes solidaires totalement du peuple kanak et de ses organisations nationales qui se battent pour la Kanaky libre !

La résistance et la ténacité du peuple Kanak sont un exemple pour nous qui menons le même combat contre le même ennemi : le colonialisme français.



VERTIERES : LA BATAILLE QUI CHASSA LA FRANCE D'HAÏTI !



Le 18 novembre 1803, il y a 215 ans, la France subissait en Haïti une de ses plus cinglantes défaites à la bataille de Vertières au Nord d'Haïti. A cette époque, elle a résonné dans le monde au même titre que la défaite de Dien Bien Phu au Vietnam, un siècle et demi après, en 1954. Dans les deux cas, l'insolence et l'arrogance coloniales françaises furent foulées au pied par des « armées indigènes » que Paris avait méprisées et sous-estimées.

Cette victoire militaire va précipiter le départ du corps expéditionnaire français et permettre la proclamation de l'indépendance d'Haïti le 1^{er} décembre 1804.

Pour saisir l'importance de ce fait historique, il faut rappeler qu'Haïti est le second état indépendant du continent américain, après la création de États Unis en 1776, et qu'il est le premier dirigé par des noirs, anciens esclaves venus ou descendants d'Afrique.

La bataille de Vertières est l'aboutissement d'un soulèvement armé qui a commencé en 1791. Initialement dirigé contre l'esclavage, le processus révolutionnaire va s'amplifier pour poser la problématique de la dépendance de la colonie à la France.

L'esclavage est aboli sous les pressions des masses serviles par Sonthonax dès 1793, plusieurs mois avant le vote de février 1794 de la Convention française. A compter de 1795, Toussaint Louverture prend le dessus sur les représentants du pouvoir français et « pacifie » le pays contre l'invasion britannique qu'il expulse (1798) et le sud rebelle et mulâtre (1799).

Toussaint Louverture va, le 8 juillet 1801, proclamer une constitution dite autonomiste qui rappelle l'attachement à la France mais lui donne un pouvoir absolu où Paris n'a plus son mot à dire.

Bonaparte qui a pris le pouvoir en France va dans un premier temps admettre cette prise de pouvoir par Toussaint puisqu'il le confirme comme gouverneur général en 1801.

Mais, après avoir signé la paix avec l'Angleterre, Bonaparte décide de reprendre en main Saint Domingue en y envoyant (comme en Guadeloupe) un important corps expéditionnaire qui atteindra 35 000 hommes. A sa tête, il y met son propre beau-frère, le mari de sa sœur Pauline, Charles Victoire Emmanuel Leclerc. Comme second, il désigne le vicomte Donatien, Marie Joseph Rochambeau qui connaît une expérience dans les Antilles. En effet, il a été gouverneur de la Martinique de 1792 à 1794. Les troupes envoyées sont aguerries, expérimentées, bien armées.

Les objectifs assignés à Leclerc sont clairs : reprendre le contrôle de Saint Domingue, mater Louverture (« un singe avec des épaulettes » a dit de lui Bonaparte) et réinstaurer l'esclavage. Ce dernier objectif va être dans un premier temps caché.

Quand le corps expéditionnaire arrive en Haïti, il affronte directement l'armée « indigène » en plusieurs points du territoire de la colonie. Toussaint Louverture qui croyait à la bonne foi des français est surpris par cette attaque généralisée. Ses troupes sont battues. Une partie des officiers noirs comme Henri se replie au centre du pays. Toussaint est placé en résidence surveillée puis déporté en France où il mourra, du fait des mauvais traitements, en 1803 au Fort de Joux.

Cette trahison française suivie de l'annonce du rétablissement de l'esclavage engendre un développement sans égal et de plus en plus important de la résistance.

Leclerc meurt en novembre 1802 et Rochambeau lui succède à la tête du corps expéditionnaire.

L'affrontement franco-indigène sera des plus sanglants au regard de l'histoire de l'humanité. Les méthodes employées par le corps

VERTIERES : LA BATAILLE QUI CHASSA LA FRANCE D'HAÏTI !

expéditionnaire français seront des plus brutales et des plus barbares. Tellement que des membres du corps expéditionnaire d'origine polonaise vont désertier et rallier les « indigènes ».

En dépit des efforts des universitaires français pour minorer la barbarie de l'armée française en Haïti, il reste quelques éléments intangibles.

En premier lieu, les français ne prenaient pas de prisonniers et tuaient tous les combattants arrêtés. Ils ont même créé avant l'heure des chambres à gaz en enfermant des nègres dans des cales de navire et d'y jeter du soufre pour les étouffer!

Leclerc fera venir de Cuba, sous contrôle espagnol, près de 400 chiens bouledogues censés être dressés pour attaquer les noirs. On a trouvé une correspondance de Rochambeau à un subordonné à qui il envoie une trentaine de ses chiens où il écrit qu'il faut leur « donner à manger que des nègres ».

La résistance des indigènes est telle que les chefs du corps expéditionnaire vont concevoir tout simplement un génocide de ceux-ci en vue d'un grand remplacement par la suite d'autres esclaves. Leur pseudo analyse tient au fait que les nègres en révolte n'accepteront jamais plus de retourner à l'esclavage. Ce projet génocidaire est clairement approuvé et soutenu par Bonaparte et les dirigeants français. Dans une lettre du 3 février 1803, Paris dit à Rochambeau approuver les « mesures de rigueur (l'extermination de la population d'origine africaine) ».

En dépit de ces cruautés (ou à cause d'elles) l'armée indigène va aller de victoire en victoire. Celle de Vertières est la dernière.

Vertières est au sud de la ville qu'on appelait Cap Français (aujourd'hui, Cap Haïtien). Elle possède un fort qui est un verrou protégeant la ville où s'étaient réfugiées les troupes françaises.

Le matin du 18 novembre 1803, le général en Chef de l'armée indigène ordonna à l'officier François Capois (il existe d'autres ortho-

graphes dont Cappois et Cappouet) dit Capois-la-mort, de conquérir le fort. Capois mena trois attaques à la tête de ses troupes. Son cheval fut tué à la seconde. A la troisième, un boulet le décoiffa de son tricorne à plumes. Mais à la fin de la journée, les indigènes prirent pied au Fort et dominèrent la voie pour le Cap.

Le lendemain, Rochambeau envoya un émissaire pour négocier. Dessalines exigea son départ immédiat de la colonie et lui donna dix jours pour embarquer. Rochambeau repartit avec à peine le tiers du corps expéditionnaire, 11000 hommes.

Suite au départ des français, l'ensemble des officiers noirs se réunirent pour décider des suites à donner. Ils décidèrent qu'il fallait proclamer l'indépendance. Dessalines fixa la date du 1^{er} janvier 1804 pour la proclamation. La veille, insatisfait des différents projets, Dessalines chargea un autre officier Louis Félix Mathurin Boisrond Tonnerre de rédiger l'acte d'indépendance et sa déclaration.

La légende dit que Boisrond Tonnerre déclara « *Pour dresser l'acte d'indépendance, il nous faut la peau d'un blanc pour parchemin, son crâne pour écritoire, son sang pour encre et une baïonnette pour plume* » et il alla s'enfermer toute la nuit pour rédiger l'acte constitutif de l'indépendance d'Haïti qui fut lu le 1^{er} janvier 1804 à Gonaïves.

Il faudra attendre encore un quart de siècle pour que la France reconnaisse l'indépendance d'Haïti contre paiement de 150 millions de francs-or. Il faudra près d'un siècle au peuple haïtien pour payer cette somme dont il réclame aujourd'hui, fort légitimement, la restitution.

**LONNÈ RESPÉ BA NEG
KONBATAN AYITI !**



BRESIL : LE FASCISME AU POUVOIR !



Le 28 octobre 2018 Jair BOLSONARO du Parti Social Libéral (PSL) a été élu à la Présidence de la République du Brésil avec 55% des voix contre 45% au candidat du Parti des travailleurs Fernando HADDAD.

Cette élection est l'aboutissement d'une offensive menée depuis quelque temps par les forces réactionnaires brésiliennes contre la politique mise en œuvre par le gouvernement dirigé par le Parti des Travailleurs (PT) depuis l'élection de Lula DA SILVA et par Dilma ROUSSEF qui lui a succédé. La bourgeoisie brésilienne n'acceptait pas une politique qui visait essentiellement à réduire les discriminations, la pauvreté, dans ce grand pays qui est un des pays au monde où l'inégalité, entre une minorité de privilégiés et une grande masse de gens vivant dans des conditions difficiles, est la plus forte, où les discriminations sont nombreuses à l'égard de différentes catégories de la population. La destitution judiciaire de Dilma ROUSSEF, par un coup d'État institutionnel, menée par son allié TEMER était un pas concret de la marche du plan de reconquête du pouvoir politique par la bourgeoisie, ce qui a été prolongé par l'incarcération de Lula pour l'empêcher d'être candidat à l'élection présidentielle.

Cette élection est la confirmation de la tendance qui se manifestait depuis quelque temps d'un virage dans l'opinion brésilienne en faveur des thèses de la bourgeoisie diffusées par une propagande tous azimuts par tous les moyens possibles dans tous les médias par l'ensemble des forces réactionnaires

et particulièrement par les dirigeants des églises catholique et évangélique à laquelle le candidat BOLSONARO s'est converti récemment.

Cette élection est révélatrice de ce que la bourgeoisie en aucun cas ne cède le pouvoir à quelque représentant des intérêts des travailleurs, des masses populaires et que la tactique qu'elle peut mettre en œuvre d'alliance avec des mandataires de forces « progressistes » « démocratiques » « de gauche » ne vise qu'à lui donner un espace et un temps pour pouvoir affiner sa politique pour parvenir à la reconquête totale du pouvoir. Elle illustre aussi que la pratique de front large démocratique avec une partie de la bourgeoisie dans un esprit « d'unité » est en fait s'inscrire dans un contexte de conciliation de classes qui ne profite pas aux travailleurs, aux masses populaires car la bourgeoisie use de tous les artifices pour préserver ses intérêts égoïstes de privilégiés dans cette société injuste.

Nombre de militants devraient réfléchir dans leur stratégie à cette phrase de Lénine : *« Nulle part au monde il n'y a et il ne saurait y avoir de milieu. Ou bien la dictature de la bourgeoisie (dissimulée sous la pompeuse phraséologie socialiste-révolutionnaire et menchévique sur la souveraineté du peuple, la Constituante, les libertés, etc...), ou bien la dictature du prolétariat. Celui à qui toute l'histoire du XIXe siècle n'a pas appris cela est un imbécile fini. »* Lénine, (août 1919)

Cette élection est le reflet du changement qui a lieu sur le continent. Avec le retour des forces réactionnaires au pouvoir dans plusieurs pays, après l'aube populaire qui se levait comme une espérance pour les déshérités, nous revenons à une période de domination des impérialistes très agressifs dans leur volonté d'imposer la politique de leur choix aux peuples de la région.

Cette élection témoigne de la progression des idées fascistes sur le continent et dans le

BRESIL : LE FASCISME AU POUVOIR !

monde. En effet après le résultat d'élections dans divers pays en Europe aux États Unis et ailleurs dans le monde, c'est le 3° plus grand pays du continent et le 5° au monde tant par sa superficie que sa population, qui bascule dans un régime fasciste.

Dans les médias très souvent est utilisé un vocabulaire d'emprunt pour qualifier Bolsonaro et ses comparses et dépeindre leurs idées, leurs propos. Ainsi ils sont nommés « extrême droite » sans qu'on sache la limite de l'extrême. Il convient de bien mesurer qu'il s'agit d'un fasciste, prônant ouvertement une pratique fasciste et qu'il faut le qualifier de fasciste.



L'élection est terminée mais la lutte des travailleurs, des forces populaires, des patriotes, des révolutionnaires, des communistes se poursuit contre la bourgeoisie, contre le fascisme, pour la défense des droits et des intérêts des ouvriers, des paysans sans terre, des indigènes, des femmes, des afro descendants, des immigrés, des syndicalistes, des acteurs écologistes, des militants politiques, des communistes. Tous visés comme cibles des fascistes pour asseoir leur pouvoir totalitaire et menacés d'être des victimes prioritaires dans le prolongement de la pratique de violence exacerbée déjà conduite par la bourgeoisie dans tout le pays.

Il est important de bien clarifier la situation au Brésil et de caractériser le nouveau pouvoir.

Le Brésil représente un pan important de l'économie capitaliste mondiale et de ce fait

son évolution est l'objet de l'observation de ceux qui dominent le monde impérialiste qui font tout pour maintenir ce pays sous contrôle de la bourgeoisie. Le peuple brésilien doit faire face à une phase nouvelle de la société capitaliste dans sa dimension de dépendance accentuée dans le giron de la mondialisation monopolistique. Les rapaces chercheront à accroître leurs profits capitalistes par une exploitation plus féroce des travailleurs.

Le nouveau pouvoir va développer au maximum une politique en faveur du patronat au détriment des masses populaires. Pour cela il va comme tous les gouvernements au service de la bourgeoisie casser la législation du travail, supprimer des aides sociales, déstructurer la sécurité sociale, remettre en cause les mesures de service public élaborées par le gouvernement du PT, mettre en œuvre une politique d'austérité se conformant aux diktats du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale, dirigés par les impérialistes s'imposant partout contre les intérêts des peuples en conformité avec l'ultralibéralisme..

Le gouvernement de BOLSONARO sera l'émanation des forces réactionnaires qui s'agitent pour agir dans un esprit de revanche afin de revenir au passé tragique de la dictature qui domina le pays de 1964 à 1985. Toute sa campagne a été l'expression de la nostalgie du pouvoir militaire de la dictature, de ses options fascistes, de sa volonté de promouvoir tous les excès contre les opposants pour asseoir son totalitarisme au nom d'un assainissement de la vie politique et d'une purification de la société.

Nous sommes bien en présence du discours classique du fascisme porté comme toujours par un nouveau venu qui se présente comme le remède à tous les maux dont souffre la société malade avec un masque d'ange gardien des valeurs à préserver pour le bonheur de tous. Nombreux sont les exemples de fascistes arrivés au pouvoir dans le cadre du système institutionnel de la bourgeoisie par les élections et qui, bien assis dans le fauteuil

BRESIL : LE FASCISME AU POUVOIR



du pouvoir donne libre cours à leur idéologie néfaste, exercent de manière impitoyable leur pouvoir arbitraire totalitaire. Pour atteindre ses buts cet ancien parachutiste de l'armée brésilienne adulateur de la dictature ne se privera pas de confier à l'armée, à la police, aux groupes paramilitaires les missions de répression sans droits et sans morale propre au fascisme menées en toute impunité.

Sa politique se situera dans le prolongement de celle entamée par le président putschiste en poste TEMER, de manière plus accentuée contre les pauvres. Il peut compter sur le parlement où à l'occasion de ces élections générales les partis réactionnaires toutes tendances confondues ont obtenu une large majorité. Le parti de Bolsonaro qui n'avait à la chambre des députés qu'un seul député a obtenu le plus gros score et dispose actuellement de 52 sièges. Au sénat qui était renouvelé partiellement pour ses 2/3 même si le PT obtient plus de voix que le PSL, ce dernier a obtenu autant d'élus soit 4 alors qu'il n'en avait pas et le PT en perd 7. Il faut préciser que le vote est obligatoire au Brésil mais 20% des électeurs se sont abstenus. Ceci montre combien nombre d'électeurs étaient perplexes devant la situation politique dans



laquelle se trouve le pays. Très certainement les abstentions ne se trouvent pas dans leur majorité dans le camp de la bourgeoisie mais dans celui des déshérités qui ont perdu confiance et demeurent indécis jusqu'au bout.

En matière de politique internationale BOLSONARO qui cherche à mettre ses pas dans les empreintes des bottes de TRUMP a déjà donné un aperçu. Ses propos véhéments contre tout ce qui est « progressiste », « démocratique » qui n'est pas de son bord est fustigé et il entend jouer un rôle pour les combattre et les détruire en particulier en Amérique du Sud. Il a déjà prévu de se porter complice des sionistes, fascistes comme lui, qui dirigent Israël et va transférer l'ambassade à Jérusalem. Ses actions déjà durant la campagne sont aussi significatives. Il est allé à Taiwan pour montrer son dédain pour la Chine s'agissant comme un pantin de Trump. Cependant a-t-il pensé ou sait-il, que la Chine est le premier partenaire commercial du Brésil et un dirigeant politique du pays a dit : « *la Chine n'investit pas au Brésil, elle achète le Brésil* ».

Le peuple brésilien avec les forces populaires saura s'organiser, se mobiliser pour opposer une résistance capable de générer une lutte antifasciste, anticapitaliste, anti-impérialiste, lui permettant de vaincre les forces de la bourgeoisie.



Nous lui affirmons notre solidarité internationaliste dans son courageux combat.

Au Brésil comme ailleurs le peuple en lutte vaincra le fascisme !

LE FASCISME

La récente accession à la présidence de la république du Brésil de Jair BOLSONARO vient rappeler s'il en était besoin que le fascisme est vivant dans tous les continents parce qu'il s'agit d'une idéologie de la bourgeoisie qui se nourrit de la propre crise du capitalisme et qui est l'alternative de la bourgeoisie pour maintenir son régime d'exploitation et de profit.

Les médias qui diffusent les informations se rapportant à différents pays, évoquent la progression continue depuis une trentaine d'années des organisations se réclamant de cette idéologie fasciste sans que le mot fascisme ne soit prononcé. On parle de « l'extrême droite » « la droite populiste », « la droite radicale », sans que l'on sache de manière précise ce qui est derrière cette terminologie ni où se trouve la frontière entre « la droite » et « l'extrême droite ». Des modulations comme « ultra libéralisme » sont exprimées en fonction des pays et des continents ou selon les personnalités qui incarnent cette mouvance.

Ainsi le discours fasciste est absous de toutes ses excroissances qui sont des chancres qui rappellent la barbarie des régimes fascistes avec leur répression, (camps, torture, assassinats, disparitions, ...) inhérents à cette idéologie. Ceci permet de dissimuler l'essentiel et on se retrouve comme dans les contes et légendes populaires avec une bête à plusieurs têtes qui ont la faculté de repousser quand on

les coupe. Voici donc la pensée fasciste affublée de divers masques pour distiller son venin présenté comme un sérum de survie de la société malade de tout ce qui existe et qui demande du nouveau. La porte est ainsi ouverte à une propagande politique populiste, opportuniste, qui ruse pour attraper ceux de différentes catégories qui subissent, qui souffrent de la crise du système capitaliste.

Selon les époques, selon les territoires, selon les sociétés, les masques sont de formes et de couleurs différentes mais l'essence du phénomène est la même, principes et pratiques ont les mêmes bases.

Souvent on limite le fascisme à la guerre 1939–1945, au nazisme qui a affecté essentiellement l'Europe. Mais l'idéologie qui génère ce fascisme au XX^e siècle prend racine dès la fin du 19^e avec l'évolution de la révolution industrielle et les crises dont souffre déjà le capitalisme.

Le début du XX^e voit s'amplifier cette pensée de la bourgeoisie avec le développement de l'impérialisme qualifié de stade suprême du capitalisme par LENINE qui a écrit : « **Le fascisme est le capitalisme en décomposition** ».

Après la guerre impérialiste de 1914-1918, L'Europe fortement atteinte est en crise, la bourgeoisie qui voit son hégémonie menacée a recours au fascisme, qui se révèle comme une réponse adaptée et se développe rapidement notamment en Italie qui connaît une crise économique, so-



LE FASCISME

ciale, politique avec une inflation importante et un chômage massif. MUSSOLINI crée le mouvement « Fasci italiani di combattimento » « faisceaux italiens de combat » qui aussitôt se proclame contre le communisme pour préserver l'Italie d'une révolution bolchévique à l'image de celle de 1917 en Russie. Mussolini qui était un dirigeant socialiste affirme son opposition au socialisme. Brandissant le drapeau du nationalisme dans son discours il rejette le capitalisme et la démocratie parlementaire responsable de la situation du pays et prône une République laïque autoritaire nécessaire pour redresser l'Italie, pour restaurer la grandeur du pays et la dignité des italiens. Ces fameux « faisceaux » avaient en leur sein une milice armée surnommée les « chemises noires » en raison de leur uniforme et leur activité principale était la persécution des militants communistes, socialistes, syndicalistes, recourant parfois aux assassinats. En 1921 cette organisation se transforme en Parti National Fasciste qui va développer une politique de violence qui permettra à MUSSOLINI de prendre la tête du gouvernement et d'instaurer un État fasciste, nationaliste, populiste, totalitaire, conforme à la formule de MUSSOLINI : « *Tout par l'État, rien hors de l'État, rien contre l'État !* ». Cet État est présenté comme révolutionnaire car voulant un changement mené par un chef qui incarne la nation, le « Duce », le « Guide ».

La pensée fasciste se développe dans un esprit de « pureté nationale » de rejet

de l'individualisme, de la démocratie bourgeoise, de rejet de la diversité, de préservation de l'homogénéité de la société, d'expansionnisme, de totalitarisme, d'autoritarisme, d'arbitraire, sur tous les plans, économique, social, culturel, religieux, ethnique, de l'unicité de la pensée, celle du Guide qui exige une soumission absolue.

Ces précisions sur les caractéristiques de l'arrivée du fascisme en Italie sont des références car on retrouve beaucoup d'entre elles chez les fascistes dans de nombreux pays à cette époque et par la suite. Parallèlement Hitler

Les processus de fascisation atteignent un niveau élevé quand les contradictions économiques et sociales sont telles qu'elles conduisent à une situation de crise profonde, dans ces cas les régimes bourgeois en place, ne pouvant plus se maintenir sous une forme « démocratique », jouent la carte du fascisme et profitent pour mener à bien toutes sortes d'actes qui ne peuvent être exécutés dans le cadre de la « démocratie bourgeoise » bon chic, bon genre.

Le danger fasciste est bien réel, la progression des idées diffusées, les résultats électoraux de plusieurs pays en témoignent.

Cependant il ne faut pas que les masses populaires se laissent piéger par un appel d'une fraction de la bourgeoisie à la défense de la « démocratie », en votant pour une partie de la bourgeoisie qui en réalité se positionne pour assumer la tâ-



LE FASCISME



che de la garantie des intérêts des capitalistes.

La propagande fasciste a plusieurs cordes à son arc.

Elle profite des inquiétudes des masses notamment en période de crise et utilisent un langage primaire qui sous une apparence d'évidence flatte les instincts, les tendances répandues face au mécontentement dans la société bourgeoise et visent à créer des réflexes, par une répétition de propos souvent directs qui peuvent paraître évidence et vérité pour tous. La philosophie des fascistes en la matière c'est de mentir, de mentir encore et plus le mensonge est gros plus il a des chances de passer pour vérité.

Un exemple est celui de l'immigration. Souvent les immigrés sont désignés comme la cause de tous les maux de la société : « ils nous envahissent, occupent notre espace, ils représentent une menace pour notre société par leurs mœurs et coutumes, ils mangent notre argent profitent des avantages sociaux qui sont destinés aux citoyens nationaux et qui pourraient en avoir davantage ». Ce discours populiste, simpliste, est plein de xénophobie et de racisme, Il caresse le sentiment « national », basé dans leur idéologie sur une identité, raciale, ethnique, religieuse, etc. C'est un moyen en même temps de diviser les travailleurs les empêchant de se solidariser dans leurs luttes et de se mobiliser pour remettre en cause le système capitaliste.

Au nom de ce « national » les fascistes rejettent la réalité des classes dans la société appelant la bourgeoisie et le prolétariat à se congratuler, à suivre la main dans la main les idées du Guide. En réalité c'est un moyen pour perpétuer le système capitaliste sans trop de remous, sans révolte des masses opprimées, pour le bonheur des exploités qui ont ainsi une garantie supplémentaire pour accroître leurs profits. En effet toujours les fascistes condamnent le communisme qui selon eux prive de liberté, quand c'est leur idéologie qui est liberticide sauf en ce qui concerne la liberté d'entreprendre, d'exploiter les autres pour remplir les coffres forts des bourgeois. Ayons à l'esprit la dernière strophe du chant « l'Internationale » :

*Combien de nos chairs se repaissent !
Mais si les corbeaux, les vautours,
Un de ces matins disparaissent,
Le soleil brillera toujours !*

Ces paroles doivent nous animer pour nous mobiliser pour débarrasser l'humanité de tous ces rapaces et faire que le soleil brille pour le bien être des peuples.

Dans leur pratique les fascistes utilisent tous les moyens pour bâillonner les prolétaires, les travailleurs en interdisant les syndicats et les partis politiques, déployant une répression féroce avec emprisonnement, torture, assassinats... imposant un régime de terreur.

Face à la barbarie et à l'horreur intrinsèques au fascisme quelles que soient ses apparences les peuples du monde doivent

NON au fascisme
NON au racisme
NON au sexisme

LE FASCISME

plus que jamais faire preuve de vigilance, de solidarité, de résistance pour se mobiliser dans toutes les luttes pour la justice sociale, pour l'écologie, pour les droits des personnes et des peuples car partout les fascistes sont présents, sévissent et agissent de concert sur tous les continents.

Dans de nombreux pays ils connaissent une progression électorale, dans certains ils sont présents au gouvernement et parfois ils ont la main mise sur le pouvoir grâce auquel ils imposent leur philosophie, leur idéologie, leur politique.

Un exemple très illustratif est celui d'Israël, État où le fascisme sous l'étiquette de judaïsme, en réalité applique cette forme de fascisme qui est le sionisme, avec une pratique qui n'a rien à envier ni au fascisme qui dominait en Afrique du Sud, ni au fascisme des nazis avec Hitler, ni aux autres régimes fascistes qui ont sévi ou qui frappent des peuples de par le monde.

Notre peuple a écrit une page historique dans la lutte contre le fascisme avec la mobilisation du 6 décembre 1987. Ce jour, par milliers Martiniquaises et Martiniquais ont convergé à l'aéroport pour occuper la piste afin d'empêcher l'atterrissage de l'avion dans lequel se trouvait Jean Marie LE PEN accompagné de comparses fascistes de plusieurs pays européens.

Jou tala nou fouté LE PEN déwò !

Cet acte de dignité et de responsabilité face à des représentants du fascisme, du colonialisme, du racisme, des discriminations, reste un exemple pour notre peuple dans sa lutte pour la libération nationale, pour l'indépendance, pour l'émancipation



sociale, pour le socialisme.

Chez nous les fascistes sont présents avec des masques divers agissant au travers de réseaux pernicieux de nature dangereuse, pour tenter d'enivrer les masses avec des discours enduits d'un vernis leur permettant de se présenter comme la solution à tous les maux de la société auxquels les autres n'ont pas pu apporter de réponse positive.

Pour ôter tout doute sur leur pratique retenons cette phrase de MUSSOLINI : *«Nous nous permettons le luxe d'être aristocrates et démocrates, conservateurs et révolutionnaires, légalistes et illégalistes, suivant les circonstances de temps, de lieu, de milieu».*

Les militants conscients du grave danger que ces individus font courir à notre peuple en permanence doivent faire preuve de vigilance et de responsabilité. Face à leurs agissements il est nécessaire d'opposer une ferme riposte de notre peuple au nom de notre dignité.

Renforcer notre combat pour notre libération, pour l'indépendance de notre patrie, pour le socialisme, c'est renforcer la lutte contre le fascisme.

La force du peuple aura raison du fascisme !



Gaza résiste !

Palestine vaincra !

En Novembre 1947 l'Organisation des Nations Unies décidait le **partage de la Palestine !!** en 2 zones, l'une destinée à la création d'un État arabe, l'autre à la création d'un État juif. Une partie de la ville de Jérusalem était vouée à avoir un statut international et serait gérée par une institution de l'ONU.

La résolution 181 de l'ONU stipulait clairement qu'il s'agissait d'un acte de division d'un pays : la Palestine. Nous ne reviendrons pas ici sur les raisons et les conditions qui ont amené cette résolution de l'ONU et n'examinerons pas tous les aspects et modalités de l'application de cette décision, nous n'analyserons pas les conséquences jusqu'à ce jour. Le constat est là.

Prenant ceci comme référence les sionistes qui avaient tout fait pour obtenir cette conclusion, contraire au droit international et aux droits des peuples se sont empressés de créer unilatéralement un État juif : Israël. Pour établir cet État dans leur perspective colonialiste, expansionniste, ils organisèrent un nettoyage ethnique de la Palestine basé sur la persécution de tout ce qui n'était pas juif et chassèrent près d'un million de palestiniens de leurs maisons, de leurs villages, de leurs villes de leur terre qui se virent contraints d'aller vivre dans des camps de réfugiés sur la terre de Palestine et dans les pays voisins.

Cette politique raciste se perpétue depuis 71 ans elle est constamment renforcée par le système d'apartheid mis en place aggravé chaque jour par les mesures et dispositions de type fasciste, nazi, barbare que l'État juif sio-



Manifestants à GAZA sous les feux de l'armée d'Israël

niste d'Israël met en application sans vergogne, sans tenir compte d'aucune résolution de l'ONU, à l'encontre des 5 millions de Palestiniens qui vivent encore en Palestine.

C'est un véritable martyr que le peuple palestinien subit depuis 71 ans sans qu'Israël ne soit objet de la moindre sanction, sans que les sionistes ne soient condamnés par les institutions de l'ONU ni pour la colonisation accentuée quotidiennement ni pour le maintien de la situation à Gaza qui subit un blocus inhumain où les palestiniens vivent dans une prison monstrueuse.

Forts de la complicité des puissances du monde, armés puissamment par les impérialistes, notamment les USA qui chaque année versent d'office 3,3 milliards de dollars d'aide à Israël, ce à quoi OBAMA a ajouté un bonus de 0,5 milliard, à tout cela s'additionne ce que le congrès vote ponctuellement tout au long de l'année.

Pour mieux saisir le sens de cette aide il suffit de se référer aux propos d'OBAMA qui disait à l'occasion : "*ceci constitue le plus important engagement d'assistance militaire bilatérale dans l'histoire des États-Unis*", et il ajoutait : "*Comme je l'ai répété, l'engagement de l'Amérique pour la sécurité d'Israël est inébranlable*".

Ces sommes colossales sont celles qui servent à armer l'armée Israélienne qui est dotée



Gaza résiste ! Palestine vaincra !



d'armes atomiques en quantité, à lui offrir des moyens de plus en plus sophistiqués pour en faire une des mieux équipées et entraînées au monde pour bien frapper les civils palestiniens et les réduire au silence.

Les victimes palestiniennes de ce mois de novembre qui viennent s'ajouter à la longue liste de ces 71 ans de crimes, ne seront pas les dernières de l'appareil répressif de l'État sioniste, de sa machine à tuer. En Palestine la terreur continuera de tuer, de blesser, d'emprisonner, de torturer, de voler les maisons et les terres, en toute impunité dans le silence glacial des médias, des gouvernements, des forces réactionnaires qui dans le monde sont sourds et aveugles dès qu'il s'agit des crimes sionistes, crimes contre l'humanité, comme ceux commis par les fascistes et les nazis y compris contre les juifs.

Les Palestiniens malgré les conditions difficiles exécrables, résistent. Leur courage, leur ténacité, leur coriacité n'ont d'égal que la volonté de persécution des sionistes, la constance de la répression violente, la persistance du silence des complices.

Dans cet affrontement entre l'indignité, la veulerie, l'ignominie, la lâcheté, la bassesse, la violence des sionistes d'une part et d'autre part la dignité, la détermination, l'esprit de sacrifice, l'héroïsme, la résistance des palestiniens, notre solidarité doit s'affirmer avec ar-

deur au camp de l'humanité.

Depuis 7 mois les habitants de Gaza ont entrepris de manifester régulièrement chaque vendredi près du grillage de l'infamie et de l'humiliation qui sert de frontière autour de Gaza, pour exiger sa suppression, le respect de leurs droits notamment celui du retour dans leurs maisons, sur leurs terres, d'où ils ont été expulsés en 1948 et en 1967. Cette campagne appelée « la grande marche du retour » voit la participation de milliers de palestiniennes et palestiniens, femmes, enfants, personnes âgées, handicapés, qui vient crier leur volonté de vivre, de retour chez eux.

Durant ces 7 mois ce sont des centaines de personnes de tous âges qui ont été assassinées par les forces armées israéliennes, des milliers qui ont été blessées, beaucoup se retrouvant gravement handicapées à vie.

La détermination des manifestants est insupportable pour les israéliens qui ont donc décidé de frapper plus durement, d'exercer une répression plus violente plus meurtrière. Ainsi le gouvernement israélien a entrepris une opération de frappes avec toutes sortes de moyens contre la population de Gaza pour tenter de mettre fin à ces manifestations.

Les grands moyens de presse semblent ne pas entendre les tirs des armes de l'armée israélienne et ne pas voir le sang des victimes palestiniennes. Leur contrôle par le lobby juif et leur dévotion aux intérêts sionistes et impérialistes les rendent sourds muets et aveugles.



L'armée israélienne en action à la frontière de GAZA

Gaza résiste ! Palestine vaincra !



A titre d'exemple ces derniers jours les victimes sont nombreuses.

Ainsi sans dresser un bilan exhaustif des crimes quotidiens à Gaza relevons certains jours.

Le vendredi 26 octobre, 31^e semaine de manifestation 16 000 personnes sont rassemblées, l'armée israélienne tire: 7 morts et plus de 200 blessés.

Le dimanche 28 octobre, l'armée opère des raids au centre de Gaza et tue 3 enfants innocents de 12 à 14 ans au nom de l'occupation sioniste illégale.

Le dimanche 11 novembre, l'armée bombarde plusieurs villes : 7 palestiniens sont assassinés, 12 sont blessés.

Lundi 12 novembre l'armée procède à des bombardements partout dans la bande de Gaza, plus de 150 raids qui ont visé des maisons, des usines, des chaînes de radio et de télévision, des écoles, des coopératives agricoles : 5 morts et une dizaine de blessés.

Dans le cadre de sa répression Israël ne néglige aucun aspect ainsi durant le mois d'Octobre ce sont des centaines de personnes qui ont été jetées en prison et l'État sioniste se remplit les poches en condamnant les palestiniens à de fortes amendes.



La clef symbole de la lutte pour le droit au retour

Les massacres de palestiniens sont quotidiens mais ils résistent à ces exactions criminelles.

La solidarité des peuples du monde avec le peuple palestinien est une exigence d'humanité.

Plus que jamais nous devons opposer la force du droit, de la justice aux complices de cette politique.

Avec le peuple palestinien jusqu'à la victoire !



GAZA: Depuis 7 mois femmes, enfants, hommes, personnes âgées, se rassemblent pour le droit au retour .

La résistance palestinienne se nourrit aussi de la poésie de ses poètes.

Cette poésie est la voix du silence qui leur est imposé. Ces paroles sont des lambeaux de leur chair, des débris de leur terre. Ces mots sont des chants d'espoir du retour. Ces poèmes sont l'espérance d'une Palestine palestinienne.

Elle transcende les crimes de l'occupation coloniale sioniste.

Elle porte à nos sens la foi de ce peuple martyr dont la vie est éclaboussée chaque jour du sang de ses filles, de ses fils, épandu par les nazis de l'État d'Israël.

En signe de solidarité avec le peuple palestinien nous partageons leur émotion par la publication de certains de leurs poèmes.

Voici un poème de Mahmoud DARWICH un des plus grands poètes du monde arabe.

Carte d'identité

Inscris
je suis arabe
le numéro de ma cartes est cinquante mille
j'ai huit enfants
et le neuvième viendra... après l'été
Te mettras-tu en colère

Inscris
je suis arabe
je travaille avec mes camarades de peine
dans une carrière
j'ai huit enfants
pour eux j'arrache du roc
la galette de pain
les habits et les cahiers
Et je ne viens pas mendier à ta porte
je ne me rabaisse pas
devant les dalles de ton seuil
Te mettras-tu en colère ?

Inscris
je suis arabe
mon prénom est commun
je suis patient dans un pays
bouillonnant de colère
Mes racines...
fixées avant la naissance du temps
avant l'éclosion des siècles
avant les cyprès et les oliviers
avant la croissance végétale
Mon père...
de la famille de l'araire
et non des seigneurs de Noujoub
Mon grand-père, un paysan
sans arbre généalogique
Il m'a appris les mouvements du soleil
avant la lecture
Ma maison

une hutte de gardien
faite de roseaux et branchages
Es-tu satisfait de ma condition ?
Mon nom est commun

Inscris
je suis arabe
cheveux... noirs
yeux... marron
signes distinctifs
sur la tête une keffiah tenue par une cordelette
Ma paume, rugueuse comme le roc
écorche la main qu'elle empoigne
Mon adresse :
je suis d'un village perdu, sans défense
et tous ses hommes sont au champ et à la carrière...
Te mettras-tu en colère ?

Inscris
je suis arabe
Tu m'as spolié des vignes de mes ancêtres
et de la terre que je cultivais
avec tous mes enfants
et tu ne nous as laissé
ainsi qu'à notre descendance
que ces cailloux
Votre gouvernement les prendra-t-il aussi
comme on le dit ?

Alors
inscris
en tête de la première page
Moi je ne hais pas mes semblables
et je n'agresse personne
Mais... si jamais on m'affame
je mange la chair de mon spoliateur
Prends garde... prends garde
à ma faim
et à ma colère !

Fodfwans antan lontan



Au lendemain du cyclone du 9 Aout 1903

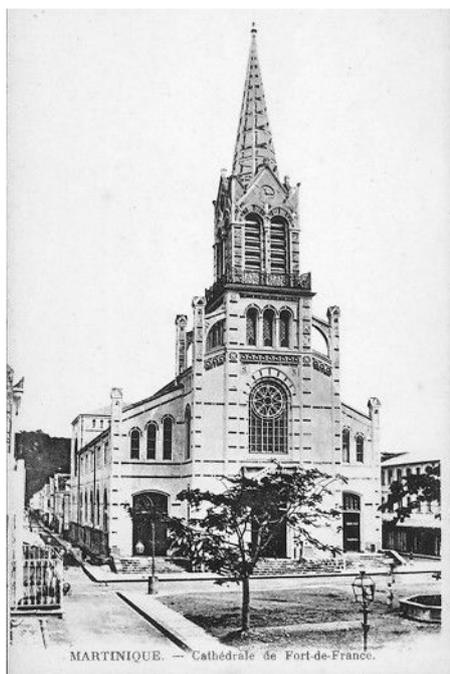


Photo de 1913



Photo de 1918

Fodfwans antan lontan



Au lendemain du cyclone du 9 Aout 1903

RÉPONSE AU GRS

Philippe PIERRE CHARLES du GRS, dans une tribune intitulée « *SUR LA QUESTION DE L'INDÉPENDANCE : D'UNE POLÉMIQUE PRÉVISIBLE À UN DÉBAT NÉCESSAIRE...* », en appelle au débat politique en suite de la « petite phrase » de Garcin MALSA et de notre déclaration sur la « clarté politique ».

Nous apprécions l'ironie de nous reprocher d'être « sourcilleux sur les symboles et le vocabulaire ». Quitte à déplaire et à attrister nos camarades du GRS, nous avons décidé d'être sourcilleux sur tout ! Tout, les symboles, le vocabulaire, la ligne politique, les mots, les tactiques, les stratégies etc... Un des maux qui ronge le mouvement ouvrier martiniquais et le mouvement de libération nationale de notre pays est la renonciation sur les principes au nom de la politique des « petits pas » avec la mise en avant de la peur du « grand bon solitaire ».

Le rejet de la classe politique qui atteint aussi les organisations de militants est la conséquence de la vision d'un « manjé kochon » où chacun renonce, s'allie, se contre allie, invente des alliances au gré des élections etc....

Nous avons fait le choix d'être clair et de dire clairement nos désaccords avec toutes les dérives pour que tout un chacun prenne ses responsabilités en toute connaissance de cause.

Voilà pourquoi nous avons entre autres dénoncé clairement l'actuelle majorité de la CTM, y compris sa composante se réclamant du patriotisme, quand elle a mis en place une politique antisyndicale allant jusqu'à faire venir les policiers contre des travailleurs en lutte.

Car nous pensons que l'absence de clarté est source de méfiance, de démobilisation et apathie des masses.

Il n'y a pas de contradiction entre des « militants hyper politisés » et la mise en mouvement des masses. Nous croyons fermement qu'en absence de militants conscients prêts à s'engager il n'y aura pas de mise en mouvement des masses sur une ligne politique cohérente et claire.

Ceci explique que le PKLS a renoncé à s'engager dans Liannaj pou dépolué Matinik à compter du moment où il s'est révélé, suite à un débat, que la majorité des organisations misait plus sur un débat avec les institutions pour trouver des solutions plutôt qu'à une mobilisation des masses pour dénoncer le crime commis par le pouvoir colonial et la caste béké !

Donc, nous assumons : sourcilleux, clairs, cohérents.

Voilà pourquoi nous avons réagi à la déclaration de MALSA qui est considéré par les masses comme un militant indépendantiste. Sa déclaration avait donc une signification politique et il en était conscient. Il est vrai que depuis sa création, le MODEMAS dont MALSA est le président se dit « souverainiste ». Même si nous ne partageons pas cette vision « tactique » de ne pas appeler un chat un chat au motif de ne pas effaroucher « les masses » qui ne seraient pas prêtes (ce langage pendant des années a été tenu par le PCM pour justifier le mot d'ordre d'autonomie), nous avons pris acte de ce choix du MODEMAS. Néanmoins, jamais le MODEMAS n'avait présenté son mot d'ordre comme opposé à l'indépen-

RÉPONSE AU GRS (suite)

dance. La déclaration de MALSA constituait un nouvel élément, à nos yeux inquiétant, et nous avons souhaité dans notre déclaration clarifier ce point, d'autant que le lendemain nous participions à une manifestation avec le MODEMAS.

Nous rappelons que nous avons créé, avec d'autres forces dont le GRS, une IP4 qui, concession de notre part, ne reprenait pas le mot d'ordre d'indépendance. Cela n'a pas empêché qu'immédiatement après tout le monde, sauf nous, se soit précipité pour les élections.

Dans ta tribune, nous lisons :

« Que faire face à la difficulté de faire avancer DANS LES MASSES la lutte de libération nationale martiniquaise ? Tel est le vrai débat. Garcin MALSA et la majorité de NOU PEP LA avaient déjà donné une non réponse à cette question en refusant de mettre l'anticolonialisme (pour ne même pas parler de l'anticapitalisme) dans la plateforme et dans la propagande du mouvement citoyen. »

Quel aveu ! A l'époque de la création de NPL, nous nous étions étonnés de cette tendance à vouloir mimer, hors sol, les expériences de Podemos en Espagne. Nous avons été frappés par l'absence de toute référence à la lutte de libération nationale et à la lutte sociale au bénéfice d'une évocation de combats citoyens assez insipides. Nous en avons conclu qu'il s'agit non pas d'une dynamique unitaire mais d'un simple cartel électoral qui s'est déjà fracassé deux fois.

Mais, si on renonce à l'anticolonialisme et à l'anticapitalisme, que reste-t-il ?

Aujourd'hui, tu souhaites qu'on se mobilise pour exiger une assemblée constituante.

OK ? Mais pour constituer quoi ? On verra après ?

Il faut en finir avec le « débouya pa péché », de penser qu'en tentant de contourner l'obstacle colonial il va disparaître, de croire qu'on peut illusionner les masses en se camouflant en lapin bisounours ! Nous sommes des loups. On nous considère comme des loups. Battons-nous en loups et cessons de nous déguiser en peau de lapin. Nous ne trompons personne sinon que les masses se demandent à quoi nous jouons sinon à ne pas vouloir répondre à leur légitime question sur la viabilité d'une Martinique indépendante !

L'indépendance de notre patrie est une nécessité pour préserver l'avenir de notre peuple. Notre engagement est de mener ce combat sans trêve jusqu'à la victoire afin d'édifier un État Martiniquais au service des travailleuses et des travailleurs, des masses populaires dans la perspective de la révolution socialiste.

Salutations Communistes.

Pour mémoire nous publions des anciennes pages « une » de PATRIYOT, voici une page de janvier 2015

PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)

Nouvelle série n° 32

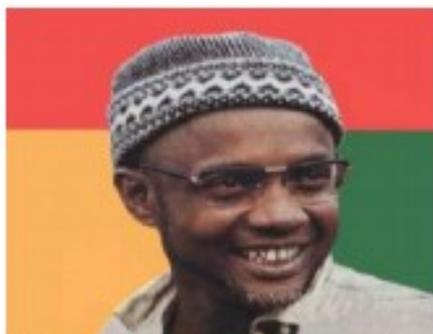
JANVIER 2015

**2015 :
SE GARDER DE LA GRANDE ILLUSION**

**LA VÉRITÉ
SUR LEUR NOUVELLE
« COLLECTIVITÉ »**



SÉTIF : crime contre l'humanité.



Un grand révolutionnaire

**NOTRE SANTÉ
EN DANGER
MOBILISATION
DE TOUS !**

A consulter sur le Site du PKLS : <http://www.pkls.org>

PATRIYOT

Directeur de publication : J-P ETILE

Dépôt légal : Novembre 2018

P.K.L.S. MARTINIQUE

PATRIYOT P.K.L.S. 2018 N° 73 PAGE 31